

Le 21 avril l'armée prend le pouvoir en Grèce. L'opinion publique dans sa grande majorité est surprise d'apprendre une telle nouvelle. En fait, rien d'étonnant à ce que cette armée là ait pu prendre le pouvoir. La démonstration est faite que le régime de démocratie parlementaire grec n'a jamais été qu'un mythe.

Le gouvernement grec n'a jamais été épuré des collaborateurs de l'époque de la très dure occupation nazie. Cette impunité est due à un accord entre Churchill et Staline. Cet accord, signé en 1944, laissait les mains libres à Staline pour intervenir en Roumanie et permettait à l'armée anglaise de briser une bonne fois pour toutes les aspirations de tout un peuple par la destruction de l'organisation de ce peuple, construite sous le feu ennemi: l'EAM. Il en est de même de l'ELAS. Ceci devait bien entendu permettre le retour du roi et l'établissement d'un régime inconditionnellement britannique. La paix de Varkiza, signée en 1945 constitue une nouvelle erreur des staliens et constitue en réalité à un suicide collectif: La terreur blanche est instaurée en Grèce. Les hommes de Markos reprennent le maquis et en 1947 le Parti Communiste Grec se lance dans la guerre civile. Les britanniques se lancent alors dans la répression, mais laissent la place aux Américains. C'est la période de la "doctrine Truman". De plus le conflit Staline Tito conduisait l'armée démocratique, dirigée par le P.C.G. à la défaite pitoyable et simple. En 1949, quelques dizaines de militants du P.C.G. s'enfuient, en particulier vers les démocraties populaires. Voilà le régime "démocratique" grec débarrassé de tous les opposants. Bien sûr, tous les résistants sont pourchassés parce que justement, ils avaient résisté.

Enfin, la dernière manifestation de cet état de fait consacre la fascisation de ce régime: l'ordre établi par Caramanlis correspondait à la période de la "guerre froide", et commence à sombrer définitivement en 1963. Une partie de l'union du centre tente une reconversion réaliste; l'un ou du centre de Papandréou est le refuge de tous les conservateurs grecs. Mais leurs appels anticommunistes ne suffisent plus à mobiliser la masse des Grecs: une vague de grèves déferle. Le successeur de Caramanlis à la tête de l'Union Radicale Radicale (E.R.E), Canellopoulos, tente de se rallier les dissidents du centre et les partis de droite en leur proposant de réviser la loi électorale en leur faveur. Devant le refus de ceux-ci, le gouvernement décide avec l'accord royal de dissoudre l'assemblée et de fixer de nouvelles élections en mai. Alors se pose un grave problème:

Comment organiser de nouvelles élections sur mesures?

La réponse, nous la connaissons maintenant: c'est le coup d'état "fasciste" du 21, qui présente des analogies frappantes avec la façon dont Hitler prit le pouvoir. En effet, 90% des Grecs sont favorables aux formations se réclamant des anciens résistants, dirigées par les communistes, et dans ces 90%, 65% de la population soutenait Papandréou, c'est-à-dire les électeurs de l'union du centre, ceux de l'EDA (union de la gauche unifiée), et des électeurs d'extrême droite qui n'avaient pas du tout apprécié la façon dont le palais avait éliminé leur leader Caramanlis.

Quoiqu'il en soit, le roi doit après bien des hésitations reconnaître son impuissance et devant le fait accompli, donne sa caution au coup d'état. Il admet par là même l'illégalité de l'E.D.A., commence à se réjouir lorsque le gouvernement fasciste de Kollias déporte les opposants au nouveau régime dans l'île de Yaros, fait juger 5000 "communistes" par des "commissions de sécurité". Kollias et sa clique achèvent le renforcement de l'ordre par un certain nombre de mesures anti-démocratiques, telles que la main mise sur les municipalités, la soumission de l'église à l'état, et un nombre important de mesures folkloriques: les jeunes gens doivent être "décentement" coiffés, correctement vêtus, dire leurs prières tous les jours, aller communier tous les dimanches à la messe...

On reconnaît en passant la confusion que les services secrets